



Marseille, le 01 avril 2009

Les Syndicats CGT FAPT 04, 05, 06, 13, 83, 84
et l'Union Régionale CGT FAPT PACA de la Fédération CGT
des Activités Postales et des Télécommunications

Réunion de travail du 2 avril sur la prolongation de l'action régionale de soutien des Boucles Locales Alternatives

Les syndicats CGT FAPT de PACA ont souhaité, notamment depuis 2007, participer à la réflexion sur les réseaux de télécommunications.

Que ce soit concernant les Boucles Locales Alternatives ou les Réseaux d'Initiative Publique, les syndicats du secteur considèrent comme primordial d'être associés à ces questions qui font débat et qui télescopent la vie des salariés, tant professionnelle que privée.

Aussi sont-ils satisfaits, par l'invitation de leur représentant régional sur le sujet, d'être présents aujourd'hui et de pouvoir donner un avis qu'ils estiment impartial, et surtout professionnel.

Ils sont conscients que la région PACA, en gelant le projet d'une nouvelle Dorsale Régionale, a tenu compte de leurs avis et nos syndicats en mesurent l'importance.

Concernant les Boucles Locales Alternatives, l'objectif d'apporter le service où il n'est pas ou peu présent n'est pas critiquable comme le sont les Réseaux d'Initiatives Publiques.

Les réseaux d'initiatives publiques consistent la plupart du temps à recréer un réseau de télécommunication de toutes pièces pour ensuite et seulement ensuite réduire la fracture numérique.

Nous estimons, et ce débat devrait être ouvert et national, qu'il n'est pas normal de financer un énième réseau de transport avec de l'argent public pour recréer une nouvelle concurrence qui serait bénéfique pour les investissements et les usagers. Il est souvent fait état d'un « service public du haut ou du très haut débit ».

Le réseau historique a déjà été financé par les usagers de l'époque, les abonnés au téléphone. Ce réseau a été « privatisé », l'entreprise de service publique est devenue une entreprise du CAC 40 totalement occupée à dégager des profits, ils sont gigantesques.

Le réseau a donc été « privatisé », et pour le dire vite, pour favoriser les investissements, baisser les coûts pour les utilisateurs...

Aujourd'hui, partout en France, on constate que ce n'est pas le cas et qu'il faut des initiatives publiques pour investir dans les réseaux, faire baisser les coûts, créer un service public du haut et très haut débit. Voyez la contradiction.

Force est de constater que partout en France, l'argent public sert surtout à refaire des réseaux de transport en doublon et accessoirement, à intervenir sur la boucle locale, seule responsable de la fracture numérique.

Si les RIP consistaient à améliorer la dorsale là où elle est la plus faible, là où les NRA sont alimentés en 2Mbps, en aérien, cela se comprendrait, mais tous les projets prévoient de refaire des transports en doublon. L'exemple le plus frappant est celui de la CPA d'Aix en Provence, 99,6% de taux de couverture. Par endroit, les NRA sont déjà dégroupés 7 fois, et on prévoit de recommencer, et de donner du wimax aux zones blanches (0,6% des foyers).

Pour nous, **c'est bien d'une appropriation publique de l'ensemble du secteur des télécommunications, que l'on a besoin**, de la création du service public du haut débit, du très haut débit, mais par un projet national, cohérent, en convergence avec l'existant, en ouvrant le débat en direction des usagers, des salariés, au plus près des besoins de la population.

Revenons aux boucles locales, nos collectivités ont déjà beaucoup investi pour couvrir les zones blanches et grises du haut débit, la plupart du temps avec des technologies hertziennes, peu fiables, peu efficaces, et tant contestées aujourd'hui. Nous ne sommes pas là pour critiquer les choix technologiques faits qui pouvaient se justifier, par leur plus faible coût, la rapidité de mise en œuvre, par les annonces sur leurs performances, par l'ignorance de leur effets sur la santé, mais surtout par l'impossibilité légale d'intervenir sur le réseau filaire existant.

Aujourd'hui, nous souhaitons peser sur les choix en donnant un avis technique, professionnel.

Cet avis est motivé par des considérations de service public, d'aménagement du territoire, de sauvegarde de l'emploi, d'utilisation de l'argent public.

Les boucles locales hertziennes construites aujourd'hui ne sont pas satisfaisantes, sans parler du service rendu, elles ne sont pas structurantes, ce n'est pas de l'aménagement du territoire. Elles ne permettront pas l'arrivée du très haut débit, les investissements qui ont été faits sont sans avenir.

Bien sûr, côté salariés, elles donnent du travail, aussi bien à la construction que pour la maintenance.

Les solutions satellitaires, elles, ne nécessitent pas d'investissements structurels et permettent un service équivalent aux boucles hertziennes. Des aides publiques à l'installation et à l'achat du matériel peuvent effectivement participer à l'équipement des usagers habitant les zones non couvertes par les boucles locales filaires ou hertziennes. On remarque d'ailleurs aujourd'hui que les opérateurs satellitaires proposent des offres avec matériel fourni.

Mais comme les solutions hertziennes, elles ne sont pas structurantes, ce n'est pas de l'aménagement du territoire non plus. Elles ne permettront pas l'arrivée du très haut débit non plus.

Même dans l'hypothèse où le très haut débit arrive prochainement par satellite, il faudra remplacer le matériel, à la charge de qui ? et pour combien de temps ? combien de temps dure un satellite ?

Pour nos syndicats, seules les solutions filaires peuvent être considérées comme de l'investissement structurant, aménageant le territoire. Elles sont pérennes, elles peuvent amener ou participer au très haut débit.

La solution vantée ou critiquée du NRA ZO est effectivement une bonne solution, les investissements sont réutilisables pour le très haut débit, ils peuvent être gradués, étalés dans le temps.

Si on prend l'exemple d'un hameau isolé, sans couverture adsl, alimenté en câble aérien, on peut d'abord créer le NRA ZO, qui donnera le haut débit, puis l'alimenter en génie civil pour le sécuriser, ensuite, ou même avant, on peut l'alimenter en fibre optique pour amener le très haut débit jusqu'au NRA ZO, enfin, toujours en partant du premier investissement qui est le NRA ZO, on peut enfin distribuer la fibre jusque chez les usagers pour le très haut débit.

Cette solution est souvent et notamment critiquée parce qu'elle ne serait possible qu'avec l'opérateur historique en charge du réseau.

Ce n'est vrai qu'en partie, mon propos n'est pas ici de décrire cette solution et ses inconvénients et avantages, nous n'avons pas assez de temps, mais il est inexact de dire que l'opérateur historique serait le seul bénéficiaire des aides publiques.

Les collectivités peuvent choisir une quelconque entreprise pour faire réaliser la majeure partie des travaux, que ce soit le NRA ZO lui-même, les travaux de tranchées, éventuellement l'alimentation en fibre optique dite noire de ce NRA ZO. Ensuite la collectivité loue les infrastructures aux opérateurs qui veulent s'y installer. Les seuls travaux pour lesquels il faut passer par l'opérateur en charge du réseau, ce sont les déviations de la boucle locale gérée par l'opérateur historique. Cela n'en représente qu'une faible part.

Bien sûr peu d'opérateurs ne voudront réaliser ces travaux, car ce n'est pas rentable pour eux, et de plus ils devront partager le fruit du travail.

Dans les avantages, en plus de la pérennité de ces travaux, de leur caractère structurant, on doit rappeler que c'est aujourd'hui la seule technologie disponible qui permet le choix de l'opérateur par le client final (à part bien sûr le satellite, mais ce n'est pas de la boucle locale).

Mais il est vraiment malheureux que la législation ne permette que les choix dont nous venons de parler, **d'autres solutions aux problèmes d'inéligibilité filaire existent**, je ne citerai que la plus évidente, la plus simple.

Imaginons encore notre hameau de 20 foyers, situé à plus de 5km du bourg, et qui n'est pas éligible. Souvent il suffirait de remplacer le câble cuivre l'alimentant par un câble de calibre supérieur. Cette solution, très simple, permettrait de régler beaucoup de problème d'inéligibilité pour 3 ou 4 fois moins cher que les NRA ZO et amener le 2Mbps, mais voilà, la boucle locale étant gérée par l'opérateur historique, cette solution n'est pas finançable puisque ce serait une aide directe. Cependant cette solution serait plus économe des deniers publics, permettrait le choix de l'opérateur, le triple play.

Pourquoi l'opérateur en charge de la boucle locale ne le fait-il pas ? Pourquoi voulez vous qu'une entreprise investisse seule sur la boucle locale qu'elle devra ensuite partager avec les autres opérateurs qui eux, n'ont pas investi ?

Et voilà comment la concurrence, dite saine et non faussée, empêche les investissements logiques et peu onéreux pour satisfaire à un besoin de service public.

Enfin, **la solution filaire d'avenir**, la seule qui permette à ce jour de fournir le très haut débit, qui participe à l'aménagement du territoire, qui soit structurante, c'est bien **la fibre optique**, aux possibilités qualifiées d'infinies. Et on parle bien de fibre optique pour la boucle locale, pour relier les usagers aux NRA.

Le problème c'est son coût, très élevé, des 10aines de milliards d'euros.

Pour nos syndicats, qui revendiquent depuis des années un réseau en fibres optiques jusqu'à l'utilisateur, cette solution nécessite un grand projet national, cohérent, qui s'appuierait sur la reconnaissance d'un vrai service public du haut et très débit, avec une appropriation publique du secteur des télécommunications, et surtout des infrastructures, avec un financement provenant principalement des immenses profits générés par ce secteur.

Pour conclure, **les syndicats CGT du secteur des télécommunications, appellent donc aujourd'hui, la région à privilégier pour les BLA, le financement de solutions filaires**, seules garantes de la bonne utilisation de l'argent public, seules structurantes, pérennes, et neutres quant-au choix du service par l'utilisateur. Seules solutions également pour lesquelles l'investissement d'aujourd'hui est utile pour le très haut débit de demain.

Ils demandent à la région d'inclure dans leurs projets d'investissements un volet social qui définissent des obligations de créations, de maintiens et de garanties d'emplois stables et de qualité.

Pour les quelques centaines d'utilisateurs qui ne pourraient pas être raccordés au haut débit par les solutions filaires, ou alors à des coûts prohibitifs, les solutions satellitaires viendraient compléter le dispositif.

Et vous remarquerez que nos syndicats, même s'ils n'en pensent pas moins, n'abordent pas aujourd'hui le problème de santé publique généré par les ondes électromagnétiques.

Je tiens à votre disposition un document appelé « réflexion sur les réseaux » élaboré par nos syndicats, ce document a servi de base à de nombreux articles de presse, parus notamment dans :

Rue 89

L'Humanité

La Marseillaise

L'Age de Faire

La Fibre Technique

Ainsi qu'un communiqué des élus du Comité d'Entreprise de France Télécom pour la Direction Territoriale Sud Est (PACA et Drôme Ardèche).

Paru dans La Marseillaise

Pour tous ceux qui le souhaitent et qui me fourniront leurs coordonnées, de préférence une adresse mail, je ferai parvenir, au nom de nos syndicats, un dossier plus complet :

Articles de presse

Echanges de courriers entre nos syndicats et les collectivités

Courriers d'élus

Analyses et rapports divers

Devaient être présents aujourd'hui :

Le Criirem, en la personne de Catherine Gouhier

Robin des toits en la personne de Marc Cendrier

Leurs plannings sont surchargés par l'actualité récente sur le sujet et ils sont reçus ce jour par Christine Boutin Ministre de la santé.

Ils s'en excusent.

Pour ceux qui le souhaitent et qui donneront leurs coordonnées mail, nous leur transmettrons un diaporama que le Criirem présente lors des conférences, tables rondes et autres rencontres, ainsi que les derniers écrits de Robin des Toits.